



PREFET DU TARN

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 20180214

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

à l'encontre de la société SARL Carrières d'Occitanie  
lieu-dit *Gabaude* – 81260 Le Bez  
pour le respect de certaines dispositions réglementaires concernant  
l'exploitation de la carrière de granite située lieu-dit *Fontcrabe*  
de la commune de Burlats,

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016, portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 et relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'article L. 516-1 du code de l'environnement qui dispose :  
« *La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations définies par décret en Conseil d'État présentant des risques importants de pollution ou d'accident, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières.* »
- Vu** l'article R. 516-1 du code de l'environnement qui dispose :  
« *Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :  
.... 2° Les carrières ;* »

- Vu** l'article R. 516-2 du code de l'environnement qui dispose :  
« **II.** *L'arrêté d'autorisation fixe le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant.* »  
« **V.** *Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.* »
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004, au bénéfice de Monsieur et Madame ESPINASSE, domiciliés à Cruzy – 34310 Capestang, autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de granite lieu-dit *Fontcrabe* sur la commune de Burlats ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2006 autorisant le transfert de l'autorisation du 27 décembre 2004 susvisée, au bénéfice de la SARL Carrières d'Occitanie sise à Gabaude, 81260 Brassac ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 novembre 2018 faisant suite à la visite d'inspection de la carrière réalisée le 23 octobre 2018, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 16 novembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de **15 jours** ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que les garanties financières de l'exploitation de carrière ne sont pas constituées ;

**Considérant** que la poursuite de l'activité de l'exploitation de carrière est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement :

- aux dispositions des articles L. 516-1, R. 516-1, R. 516-2 du code de l'environnement ;
- aux dispositions de l'article GF 1 et GF 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé établit le montant des garanties financières de l'exploitation de carrière à 99 462 € (montant actualisé pour la période du 27 décembre 2014 au 26 décembre 2019) ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris le 10 mai 2012 à l'encontre de la SARL Carrières d'Occitanie, pour absence de garanties financières, doit être actualisé quant au montant des garanties exigées ;

**Considérant** que l'article R. 516-2 du code de l'environnement donne plusieurs choix possibles pour la constitution des garanties financières ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Carrières d'Occitanie de respecter les dispositions réglementaires ci-dessus, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Tarn,*

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La SARL Carrières d'Occitanie sise lieu-dit *Gabaude* – 81260 Le Bez exploitant la carrière de granite située lieu-dit *Fontcrabe* sur la commune de Burlats est mise en demeure de constituer les garanties financières requises pour l'exploitation de la carrière susvisée, selon les modalités offertes par l'article R. 516-2 du code de l'environnement (en particulier, soit un engagement écrit d'un

établissement de crédit d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle, soit une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations), dans **un délai maximum de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Le montant actualisé pour la période s'étendant du 27 décembre 2014 au 26 décembre 2019 (troisième phase de l'exploitation) et de **99 462 €**.

#### **Article 2 :**

Dans le cas où l'obligation prévue à article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai imparti par ce dernier, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :** Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Burlat pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande et pour affichage pendant une durée minimale de 1 mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par le maire de Burlat.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous préfet de Castres et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Carrières d'Occitanie.

Albi, le **27 DEC. 2018**

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,



François PROISY